

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle risques accidentels, risques chroniques
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

Montauban, le 18/07/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



TEYSSIER SARL

Route de trixe
82710 BRESSOLS

Références : JCB/22/0832
Inspection n°82-22-032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2022 dans l'établissement TEYSSIER SARL implanté Route de trixe 82710 BRESSOLS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est effectuée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEYSSIER SARL
- Route de trixe 82710 BRESSOLS
- Code AIOT dans GUN : 0006804776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site a été créé en 2004 à l'initiative de Monsieur TEYSSIER Albert actuel gérant de la société et ancien chef d'établissement d'une société de transport de marchandises, essentiellement de citernes de liquide alimentaire.

L'établissement a été autorisé au titre de la réglementation ICPE par un arrêté préfectoral de 2007. L'activité consiste au lavage intérieur et extérieur de citernes alimentaires et chimiques répartis sur 2 lignes distinctes plus un poste supplémentaire dédié au nettoyage de bennes.

L'activité a connu une constante progression depuis sa création.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi et actions correctives réalisées suite à la dernière inspection;
- Conformité du site par rapport aux exigences liées au risque foudre;
- Gestion des effluents aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite de terrain, il est constaté au sein du local de pompage la présence d'un surpresseur nécessaire au fonctionnement de la station de lavage. Cette outil est équipé d'une cuve rentrant dans le champ d'application de la réglementation de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression.

- **Il est relevé un non-conformité consistant à l'absence du contrôle de la cuve n°L29400953 de volume de 500 litres de marque BOVOLENTA depuis plus de 10 ans. Il est demandé en séance à l'exploitant de mettre cet appareil en conformité.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi de l'inspection du 22 juin 2016Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21	/	Sans objet
Installation de combustion	Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article Article 3	/	Sans objet
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/05/2007, article 3.2.1	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 22/05/2007, article Article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi de l'inspection du 22 juin 2016Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 19	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 20	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 22	/	Sans objet
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article Article 20	/	Sans objet
Déclaration des émissions	Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article Article 3.4	/	Sans objet
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/05/2007, article Article 3.2.2, 3.4.1 et 3.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant la réalisation des actions correctives pertinentes de nature à régulariser l'ensemble des non-conformités relevées lors de l'inspection et mentionnées au sein du présent rapport. Persiste des manquements sur le volet protection du site contre les agressions de foudre mais également sur la bonne gestion des effluents aqueux dont l'établissement est à l'origine ainsi que sur la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi de l'inspection du 22 juin 2016 - Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Prescription contrôlée : Lors de la précédente inspection, il a été demandé: En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. « Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. « Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. « Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. Obs précédente visite : L'exploitant doit décider dans le délai de trois mois de la conduite à tenir vis-à-vis de la mise en conformité de l'installation paratonnerre (Deux conducteurs de descente par pointe).
Constats : Le site a fait l'objet d'une nouvelle analyse risque foudre en septembre 2016. Ce travail a été suivi de l'élaboration d'une étude technique préconisant la mise en place de différents dispositifs de mise à la terre et d'un paratonnerre. Cet équipement a été mis en place et est relié à deux conducteurs de descente par pointe, installation qui répond à la demande formulée lors de la précédente inspection du 22 juin 2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Installations des dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Les dispositifs de protection préconisés par l'étude technique ont ont été mis en place en septembre 2016 par l'entreprise "3L foudre", filiale de la société "Qualifoudre", basée sur la commune de Lespinasse en Haute-Garonne. Les travaux ont conduit à la mise en place de dispositifs de mise à la terre au niveau des différents bâtiments présents sur site (en 10 points de maillage) et d'un paratonnerre (constructeur France paratonnerre à Limoges) couvrant un rayon de protection de 67 mètres également relié à 2 dispositifs de mise à la terre. L'ensemble des justificatifs est fourni en séance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Lors de la précédente inspection, il a été demandé: L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ». Obs précédente visite : La vérification effectuée par la société BCM le 27/02/2014 montre des écarts par rapport à la norme NFC 17-102. Ladite norme impose la mise en place systématique de deux conducteurs de descente par pointe. La tenue du carnet de bord et des registres d'inspection visuelle et périodique doit se faire immédiatement.
Constats : Les installations de protection font l'objet de vérifications régulières, en alternance visuelle et complète, à fréquence annuelle par l'organisme "3L Foudre". Les justificatifs en conséquence sont à disposition sur site et fourni en séance à l'inspection. Il appartient toutefois à l'exploitant de s'assurer que ces opérations de surveillance à la charge de l'organisme précité répondent aux exigences des normes applicables. En outre, il n'a pas pu être justifié de l'intervention d'un organisme compétent différent de l'installateur dans le cadre de la vérification après mise en place des dispositifs de protection. Aucun justificatif démontrant l'enregistrement des potentielles agressions contre la foudre dont le site a fait l'objet n'a pu être présenté le jour du contrôle.
<ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit s'assurer que les vérifications périodiques des dispositifs de protection contre la foudre présents sur son site respectent les termes des normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102.• L'exploitant doit justifier de l'intervention d'un organisme compétent différent de l'installateur des dispositifs de protection suite à leur installation sur site.• L'exploitant doit assurer le suivi et enregistrer sur un document adhoc les éventuels coups de foudre impactant son site. En cas d'impact avéré, il lui appartient de procéder sous un délai maximal d'un mois à une vérification d'un organisme compétent et d'effectuer les éventuels travaux de remise en état nécessaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Documents relatifs au risque foudre à tenir à disposition
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications
Constats : Les documents relatifs à la protection contre la foudre sont tenus à disposition sur le site. L'inspection demande à l'exploitant d'apporter une certaine vigilance concernant les fréquences de vérification de l'organisme compétent (pas de justificatif fourni en séance pour l'année 2020). Excepté l'écart minime sur le point précité, la prescription de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article Article 20
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubriques en activité sur site : 2795-1 – Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R-511-10 ou de déchets dangereux. Quantité d'eau mise en œuvre étant supérieure ou égale à 20 m3/j Régime A ; 2910-A-2 – Installation de combustion pour une puissance totale installée de 1,188 MW, Régime DC.
Constats : Aucune modification conduisant à un changement du classement administratif de l'établissement n'est effective depuis la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Concernant la rubrique 2795-1 relative aux installations de lavage, l'exploitant précise que le seuil de classement de 20 m3/j de quantité d'eau mise en œuvre est rarement atteint. Le site dispose d'une chaudière de faible puissance et d'un équipement de production de vapeur nécessaire au process de nettoyage des citernes. La puissance installée globale correspond à 1.188 MW. Les installations de combustion ainsi déclinées fonctionnent au fuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installation de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article Article 3
Thème(s) : Autre, Récolement à l'arrêté ministériel de prescriptions générales
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un récolement à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 dans un délai de 6 mois suivant la signature du présent arrêté. Si nécessaire, l'exploitant joindra un échéancier de mise en conformité des installations.
Constats : Aucun justificatif de récolement par rapport à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 n'a pu être présenté en séance. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit réaliser un récolement par rapport l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910. Ce travail doit conduire à démontrer la conformité de son établissement par rapport aux exigences du texte précité, à défaut les délais de remise à niveau seront précisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article Article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures et analyses visés au point 3.5.2 sont télédéclarées par l'exploitant directement via l'application GIDAF.
Constats : La responsable du site est en charge de renseigner l'application GIDAF selon les fréquences et sur les paramètres fixés réglementairement (arrêtés préfectoraux applicables à l'établissement). Cette surveillance porte sur les eaux rejetées après traitement des installations de lavage des citernes et doit être effectuée à fréquence hebdomadaire concernant les paramètres Phosphore, DBO5, DCO, NGL, pH, MES, Température, et à fréquence bi-mensuelle concernant les hydrocarbures. Les analyses de la qualité des effluents sont confiées à l'organisme "LAB'EAU". La totalité des rapports hebdomadaires (contrôle des pièces depuis début 2022) est à disposition sur site et leur examen n'appelle aucune observation de l'inspection le jour de la visite.
Observations : <i>L'application GIDAF fait apparaître des anomalies concernant le respect des fréquences d'analyse. Les explications relatives à cet écart apparaissent peu évidentes à identifier. Un point sera effectué avec le responsable régional de la DREAL pour régler ce problème.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : [...] le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques. Ce plan est tenu à la disposition de l'IIC et des services incendie [...]
Constats : Un plan des réseaux est présenté en séance. Ce document ne matérialise pas l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007. En outre, le site est alimenté en eau en provenance du réseau public ainsi que d'un forage souterrain. Il n'a pas pu être démontré, de manière non équivoque, la présence de vanne de protection desdits réseaux en cas d'incident. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit établir un plan des réseaux aqueux de son site. Ce document doit identifier l'ensemble des éléments mentionnés, notamment la position des vannes de disconnexion, à l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007. La protection des arrivées d'alimentation en eau en provenance tant du réseau public que du forage souterrain doit être démontrée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2007, article Article 3.2.2, 3.4.1 et 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux rejetées au milieu
Prescription contrôlée : [...] le point de rejet au milieu naturel visé à l'article 3.2.2 doit être muni d'une vanne de barrage et aménagé de manière à être aisément accessible et doit être équipé pour des mesures de débit et d'analyses des eaux rejetées [...] Les eaux rejetées en milieu naturel doivent respecter les valeurs suivantes: - Débit maximum 18 m3/j; - MES < ou = 35 mg/l; - DCO < ou = 125 mg/l; - hydrocarbures < ou = 10 mg/l; - température < ou = 30°C; - pH compris entre 5.5 et 8.5; - Azote global < ou = 30 mg/l; - Phosphore total < ou = 10 mg/l. [...]
Constats : Il est constaté la présence d'un point de rejet au milieu extérieur en sortie de canal bordant la limite Ouest de l'établissement. Cet exutoire est muni d'une vanne manuelle d'obturation en cas de pollution des eaux avant rejet. Aucun contrôle de la qualité des eaux rejetés sur ce point n'a pu être présenté en séance. Malgré l'absence de précision sur une éventuelle fréquence d'analyse sur ce point de rejet au milieu extérieur par un texte en particulier, il est demandé à l'exploitant d'indiquer comment il s'assure , pour ce eaux de rejet, du respect des termes de l'article 3.4.2 de son arrêté préfectoral.
Observations : <i>Malgré l'absence de précision sur une éventuelle fréquence d'analyse sur le point de rejet au milieu extérieur identifié en limite Nord Ouest de l'emprise foncière de l'établissement, il est demandé à l'exploitant d'indiquer comment il s'assure, pour ces eaux de rejet, du respect des termes de l'article 3.4.2 de son arrêté préfectoral.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2007, article Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : [...] Les déchets banals non triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être éliminés et récupérés dans des installations régulièrement autorisées [...]
Constats : Il est constaté lors de la visite de terrain la présence, à proximité du parking poids-lourds inclus au périmètre ICPE, de divers déchets de ferraille et autres conteneurs de liquides vides. <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit évacuer du périmètre de son établissement l'ensemble des déchets divers (ferraille, cubitainers vides...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet